

Pouvoir d'emprunt

Le gouvernement fédéral a rejeté carrément cette proposition, malgré ses avantages évidents. La construction de nouvelles installations entraînerait la création d'emplois, ce qui serait fort utile sur le plan social, et l'argent serait consacré aux régions qui en ont le plus besoin, notamment le centre des zones urbaines.

C'est un précédent gouvernement conservateur dirigé par M. Diefenbaker qui a lancé ce mouvement avec son programme de travaux d'hiver. Au lieu d'accepter cette proposition, le ministre des Finances (M. Wilson) l'a rejetée, et le ministre de l'Environnement (M. McMillan), qui devrait avoir plus de bon sens, dit qu'on ne fait pas payer assez cher l'eau aux citoyens. Naturellement, il préfère que ce soit eux qui paient plutôt que le gouvernement fédéral. Le gouvernement n'innove guère en matière de dépenses.

Je voudrais aborder brièvement quelques autres problèmes. En dépit du fait que le taux de chômage dépasse toujours 9 p. 100, le gouvernement a réduit de 100 millions de dollars les crédits destinés à la création d'emplois. Il a également diminué le budget du secteur gouvernemental sans but lucratif, et a accordé au secteur privé une grande partie de l'argent destiné à la création d'emplois. On ne fait donc pas beaucoup d'efforts pour aider, grâce à ces programmes, ceux qui en ont le plus besoin: les autochtones, les handicapés ou les femmes.

Je voudrais parler brièvement de ce qui est arrivé au budget destiné à la recherche. Lorsque les conservateurs étaient dans l'opposition, ils ont dit que s'ils étaient élus ils prendraient rapidement des mesures pour atteindre le même niveau de financement que les autres pays dans le domaine de la recherche et du développement scientifiques, auquel ils prévoyaient consacrer 2,5 p. 100 du produit national brut. En fait, nous sommes au Canada dans une situation pire que celle où nous étions lorsque les libéraux étaient au pouvoir. Nous consacrons actuellement moins de 1,5 p. 100 de notre produit national brut à la recherche et au développement scientifiques.

Le gouvernement espère que le secteur privé investira massivement dans ce domaine. J'attends toujours de rencontrer un scientifique qui y croit. Si le secteur privé ne le fait pas, nous prendrons encore plus de retard dans la poursuite de notre objectif qui est de consacrer suffisamment d'argent à la recherche scientifique.

Le gouvernement ne nous a pas donné le régime fiscal plus juste qu'il nous avait promis. Il a alourdi davantage la charge fiscale des citoyens ordinaires. Il a permis aux riches et aux sociétés de se soustraire encore plus facilement à leur juste part des impôts.

Pour toutes ces raisons, d'autres néo-démocrates fédéraux voteront comme moi-même contre cette mesure d'emprunt.

M. Lesick: J'ai trouvé fort intéressants les propos du député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow), surtout cet après-midi, quand il nous a parlé des injustices de la fiscalité de 1976 à 1983, et qu'il nous a rappelé que le nombre de personnes qui ne

payaient pas d'impôts du tout avait décuplé. Le député a dit que les sociétés, en pourcentage, payaient beaucoup moins d'impôts que les simples citoyens. Le député a parlé aussi des 500 000 \$ que peuvent épargner ceux qui vendent leurs actifs.

Ils devrait se rappeler que tous les chiffres et toutes les mesures qu'il a énumérés existaient à l'époque ou libéraux et néo-démocrates formaient le gouvernement. Il devrait donc en accepter une part de la responsabilité car il est lui aussi, en tant que député, responsable en partie du problème avec lequel nous sommes aux prises aujourd'hui. Ce sont uniquement les agriculteurs qui touchent ces 500 000 \$, et encore seulement les plus riches, aux dires du député. Ce n'est pas le cas. C'est cette coalition libérale-néo-démocrate qui a créé les problèmes que nous avons aujourd'hui. Elle a permis les dépenses excessives de naguère. Le gouvernement s'efforce d'en venir à bout.

Pourquoi le député ne reconnaît-il pas sa part de responsabilité dans les inégalités du régime fiscal? Pourquoi ne s'avoue-t-il pas en partie à l'origine des dépenses supplémentaires dont les Canadiens doivent payer la note? Ils sont victimes de l'incompétence de cette coalition. Ce n'est pas le gouvernement actuel qui a causé le problème, mais bien le précédent dont le député de Winnipeg-Nord faisait partie.

M. Orlikow: Je conviens d'une chose avec le député d'Edmonton-Est (M. Lesick), à savoir que les lacunes fondamentales du régime fiscal, en ce qui concerne l'impôt tant sur le revenu des particuliers que des sociétés, ont été créées lorsque le parti libéral formait le gouvernement. Je suis d'accord là-dessus, tout en signalant au député que c'est le parti conservateur, au pouvoir depuis 1984, qui a permis aux particuliers et aux sociétés de se prévaloir encore plus facilement de ces échappatoires. Le député n'a sûrement pas vérifié avant de nous accuser à tort d'avoir soutenu les libéraux lorsqu'ils ont pris ces mesures fiscales.

● (1540)

Dès le début des années 60, quand la Commission Carter, nommée par l'ancien premier ministre conservateur, M. Diefenbaker, a présenté ses recommandations fiscales, le Nouveau parti démocratique a revendiqué la mise en oeuvre de la plupart de celles qui tendaient à mettre fin aux échappatoires. Nous avons reproché aux libéraux de ne pas s'occuper du problème, comme nous le faisons maintenant pour le gouvernement conservateur.

Voici une précision sur mes critiques concernant l'exemption de 500 000 \$ sur les gains en capital. Je n'ai pas le temps aujourd'hui d'entrer dans les détails, mais nous avons clairement réclamé que les agriculteurs et les petits entrepreneurs puissent transférer leur exploitation à leurs enfants ou à des proches sans être lourdement imposés sur de prétendus gains en capital. Beaucoup de personnes seront évidemment d'accord avec les critiques que je formule au nom du NPD.